



Politiques commerciales Trump-Biden : bonnet blanc-blanc bonnet ?

Pour ce Débat du Commerce International (DCI), Alain Bentéjac, vice-président de La Fabrique de l'Exportation, a reçu Jean-François Boittin, conseiller économique à l'Ambassade de France à Washington, pour décrypter la politique commerciale américaine : consensus protectionniste, rapport de force avec la Chine et avenir des relations avec l'Europe.

Le protectionnisme, un consensus qui dépasse désormais les clivages partisans

À la question de savoir si le protectionnisme est devenu un thème de consensus transpartisan aux États-Unis, Jean-François Boittin répond sans détour : il n'existe plus vraiment, dans le débat politique américain actuel, de courant libre-échangiste qui

parvienne à se faire entendre. Sous Donald Trump comme sous Joe Biden, la ligne commerciale s'est durcie, au point qu'il devient difficile de distinguer nettement les deux approches sur le fond, même si des nuances subsistent, notamment vis-à-vis de l'Europe.

Chez Trump, le protectionnisme relève d'une conviction ancienne et sincère : dès 1988, alors simple promoteur immobilier, il achetait des pages de publicité dans la presse pour dénoncer les partenaires commerciaux qui, selon lui, profitaient des États-Unis. Cette conviction s'est traduite dès son premier mandat par le retrait de l'accord transpacifique, puis par une offensive sur l'acier et l'aluminium, suivie d'une attaque contre la Chine au nom de la propriété intellectuelle. Chez les démocrates, le virage s'explique différemment : le parti a longtemps aligné sa ligne commerciale sur celle des syndicats américains, historiquement protectionnistes, tandis que le camp républicain, plus fidèle jusqu'ici au libre-échange et au capitalisme de marché, s'est rapproché de la ligne Trump pour des raisons à la fois électorales, dans les États ouvriers du Midwest, et stratégiques, face à la concurrence chinoise perçue comme une menace économique autant que géopolitique.

La Chine, cible prioritaire quelle que soit l'administration

Sur la Chine, la continuité entre les deux présidences est frappante. L'administration Trump avait fait grimper les droits de douane moyens sur les importations chinoises de 5 % à 17 % en s'appuyant sur l'article 301 du droit commercial américain, invoquant la concurrence déloyale et les transferts forcés de technologie. L'administration Biden n'est pas revenue sur ces mesures : elle les a maintenues malgré les critiques des entreprises importatrices et des associations de consommateurs, et y a même ajouté de nouvelles hausses ciblant les semi-conducteurs, les cellules solaires et les produits médicaux, en écho aux pénuries révélées par la crise du Covid. La surtaxe à 100 % sur les véhicules électriques chinois, largement symbolique puisque ces véhicules sont quasi absents du marché américain, illustre ce même réflexe de signal politique fort plutôt que de réponse strictement économique.

Boittin souligne toutefois un paradoxe entretenu par Trump lui-même : ce sont les entreprises et les consommateurs américains qui supportent le coût des droits de douane, et non les pays exportateurs, contrairement à ce qu'il répète. Les démocrates chiffrent d'ailleurs à environ 1 700 dollars par an le surcoût que représenterait, pour un ménage américain moyen, l'application des droits de douane généralisés annoncés par Trump (10 % sur l'ensemble des importations, 60 % sur celles en provenance de Chine).

Europe : une relation nettement plus conflictuelle sous une présidence Trump

C'est sur le dossier européen que la différence entre les deux administrations est la plus marquée. Pour Donald Trump, l'Europe serait même « pire que la Chine », un jugement qu'il justifie par le déficit commercial américain sur les biens, comparable entre les deux zones (autour de 200 à 250 milliards de dollars), auquel s'ajoute le grief récurrent du sous-financement européen de l'OTAN. À l'inverse, l'administration Biden a cherché, sans y parvenir totalement, à apaiser la relation transatlantique : les négociations sur l'acier, l'aluminium et les minerais critiques n'ont pas abouti à des accords formels, mais le dialogue sur le commerce et la technologie (TTC) a permis des échanges substantiels sur les enjeux numériques, même sans résultats concrets.

Une présidence Trump ferait resurgir plusieurs fronts de tension : le rejet de la politique climatique européenne, jugée incompatible avec l'objectif affiché de « domination énergétique » américaine, l'opposition frontale au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (le fameux « sibam » évoqué dans l'échange), et le refus de toute négociation sur une fiscalité numérique internationale.

L'OMC et le multilatéralisme, un modèle en question des deux côtés

Le blocage du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, engagé par l'administration Obama et achevé par l'administration Trump, a mis à l'arrêt l'organe d'appel dès 2019, faute de juges en nombre suffisant. Ce recul n'est pas propre à un camp politique : Boittin rappelle que les États-Unis, qui représentent encore environ un quart du PIB mondial, ne se conçoivent plus comme partie intégrante d'un système commercial multilatéral, tandis que la Chine, de son côté, répond aux enquêtes antisubvention européennes par des mesures de rétorsion sans lien avec les règles de l'OMC, ciblant par exemple le cognac ou les véhicules allemands. Pour Boittin, l'ouverture commerciale américaine de l'après-guerre pourrait bien avoir été une parenthèse historique plutôt que la norme, les États-Unis ayant vécu, avant 1945, dans une tradition largement protectionniste.

Le sort de l'Inflation Reduction Act suspendu à l'élection

Interrogé sur l'avenir de l'Inflation Reduction Act (IRA) en cas de victoire de Trump, Boittin nuance un démantèlement total. Le texte a certes constitué, selon lui, le principal volet protectionniste du bilan Biden, mais il a aussi représenté le premier engagement massif des États-Unis dans la lutte contre le changement climatique, dont ont largement bénéficié les entreprises européennes, y compris françaises, investies dans les énergies vertes outre-Atlantique. Un retrait complet paraît toutefois peu probable : ce sont en grande partie des États républicains qui profitent aujourd'hui des investissements dans les batteries et les énergies renouvelables. Les dispositions ciblant spécifiquement les

véhicules électriques, en revanche, seraient les plus exposées, Trump les qualifiant régulièrement de menace directe pour l'industrie automobile américaine.

L'échange s'est conclu sur un constat partagé : quelle que soit l'issue de l'élection américaine, l'Europe doit se préparer à une relation commerciale durablement plus âpre avec Washington, dans un contexte où le multilatéralisme peine à retrouver sa légitimité d'antan.